

Horizon pluriel

Education et promotion de la santé en Bretagne



La promotion de la santé...

... face aux nouveaux défis du vivre-ensemble

n° 29

« Si je suis différent de toi, loin de te léser, je t'augmente. »

Antoine de St Exupéry

« ... la promotion de la santé permet de favoriser la rencontre avec l'autre, d'appréhender les différences, d'apprendre à les respecter dans une perspective du "vivre-ensemble" et du "faire ensemble" ».

Éric Le Grand

« Enseigner la compréhension entre les humains est la condition et le garant de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité. »

Edgar Morin



3 Editorial

3 Promouvoir la santé... du lien social

4 Témoignages

4 « Petits débrouillards » : construire sa propre compréhension du monde par l'expérimentation

5 Le cinéma, support de débats citoyens dans les lycées : « La santé en images »

6 Technologies d'information et de communication, citoyenneté, parentalité et promotion de la santé

8 La promotion de la santé à l'école, un levier de citoyenneté

10 Une cantine scolaire pour tous ou l'art d'accueillir les différences

12 A l'école ou dans la cité, le postulat d'équité entre hommes et femmes s'accompagne d'une envie de respect

14 « Jte kiffe et j'ai eu 20 en maths : je gère ma life »

16 Mieux-vivre ensemble : les journées handi-citoyenne à Argentré-du-Plessis

17 Analyse

17 Le climat scolaire ou les conditions du vivre ensemble

19 Controverse

19 Le salut / la santé / les tables de la Loi

20 Marque-page

Horizon Pluriel est une publication de l'IREPS Bretagne

4 A rue du Bignon, 35000 Rennes, contact@irepsbretagne.fr

Cette publication est disponible en ligne : <http://www.irepsbretagne.fr>

Directeur de la publication : Gérard Guingouain

Rédacteur en chef : Magdalena Sourimant

Comité de rédaction : Isabelle Arhant, Christine Ferron, Marick Fèvre, Philippe Lecorps, Jeanine Pommier

Documentation : Flora Carles-Onno

Conception graphique : Magdalena Sourimant

Impression : Imprimerie du Rimon (35)

Horizon pluriel
ISSN 1638-7090

p. 4



p. 5



p. 6



p. 8



p. 10

p. 12



p. 14



p. 16

éditorial

PROMOUVOIR LA SANTÉ... DU LIEN SOCIAL

En 1897, pour pallier la crise de valeurs et la perte du lien entre l'individu et la société (l'anomie) qu'il observait, Emile Durkheim proposait de créer des espaces intermédiaires entre les deux. Espaces – compagnonnage, association, corps professionnel – qui devaient avoir des fonctions socialisantes et intégratives afin d'éduquer et accompagner les citoyens à faire face à ces profondes mutations, tout en renforçant leur sentiment d'appartenance à la société française.

En 2015, s'il existe une perte de confiance et de croyance dans les institutions et dans le modèle social qu'elles proposent, des événements tragiques ont interpellé plus particulièrement le « vivre ensemble ». Non seulement ce dernier n'apparaît plus comme un principe partagé par tous, mais nous avons pris conscience que certains se construisaient sur un refus de ce principe et que cet idéal pouvait être combattu au plus profond des chairs.

Il est cependant curieux d'observer que le ministère de la santé n'a pas été sollicité, comme l'ont été les autres ministères, pour trouver des tentatives de réponses, tant éducatives, politiques, que sociales, à cette situation. Pour autant, la promotion de la santé a un rôle essentiel à jouer dans cette restauration du vivre ensemble. Si ses valeurs fondatrices (justice sociale, équité, solidarité...) – auxquelles il faudrait ajouter la laïcité – restent un enjeu et une posture politiques devant amener à une société plus égalitaire, la promotion de la santé montre toute sa pertinence auprès de tous les citoyens, quels que soient leur âge, leur sexe, leur nationalité, quelle que soit leur situation, et ce sans discrimination. En effet, au travers de ses actions, elle permet de favoriser la rencontre avec l'autre, d'appréhender les différences, d'apprendre à les respecter dans une perspective du « vivre ensemble » et du « faire ensemble ». Cependant, ces aspects ne concernent pas uniquement les « usagers, élèves, personnes en situation de précarité », ils impliquent aussi – et c'est l'une des forces de la promotion de la santé – un changement de regard des professionnels qui (re)découvrent les potentialités, les ressources des personnes dont ils ont la responsabilité. Ce changement n'est pas sans incidence sur la reconnaissance de l'autre, non pas par exemple comme « élève » mais bien comme « enfant » ou comme « adolescent », et sur la restauration de la confiance des populations, tant envers les professionnels qu'envers les institutions qu'ils représentent.

Si la promotion de la santé permet de réunir et de relier les citoyens, elle joue aussi un rôle essentiel dans leur émancipation. Elle permet de former des citoyens éclairés sur leur condition, leur environnement, leur santé, mais aussi suscite leur envie d'agir sur ces derniers. Cette question de l'émancipation, du développement du pouvoir d'agir, entre aujourd'hui en résonance avec l'ensemble des forces progressistes et démocratiques de notre pays, qui militent pour une société plus égalitaire : l'éducation populaire, l'économie sociale et solidaire, l'écologie... et bien sûr la promotion de la santé. Des rapprochements, voire des alliances entre ces différents courants et façons de penser la société, l'individu, l'éducation, la santé... créeraient dans les années futures, des opportunités pour proposer un autre modèle de société, où chacun aurait une place reconnue. Cela permettrait aussi de peser plus efficacement sur les choix politiques qui peuvent mettre en péril ou au contraire favoriser la restauration du lien social. ■

ERIC LE GRAND
CONSULTANT EN PROMOTION DE LA SANTÉ

« Petits débrouillards » : construire sa propre compréhension du monde par l'expérimentation

Hélène Bréard

Les Petits Débrouillards, responsable du secteur Grand Ouest

Association d'éducation populaire, « Les Petits Débrouillards Grand Ouest » fait partie d'un mouvement de culture scientifique, originaire du Québec et développé en France depuis 1984.

Les animateurs, formés à la démarche scientifique et en particulier celle de l'expérimentation, mettent en œuvre une démarche engageante et accompagnent les réflexions des participants.

Au travers de jeux, d'expériences, de manipulations, chacun apprend à prendre confiance en lui, à observer, à questionner, à émettre des hypothèses... Chaque dispositif pédagogique, fabriqué avec du matériel de la vie courante (piques à brochettes, bouteilles plastiques recyclées, bouchons de lièges) ou plus spécifique (cartes arduino, capteurs...) permet d'apprendre à apprendre, de développer sa curiosité, de construire un regard curieux et informé sur le monde. L'association contribue ainsi à former des citoyens capables d'opinions réfléchies et critiques.

Toutes ces actions favorisent par ailleurs l'intérêt, la pratique et la connaissance des sciences et des techniques et concourent à l'acquisition de méthodes issues des sciences exactes, humaines et sociales.

Les Petits Débrouillards n'apportent pas de réponses toutes faites, ils font le pari que chacun peut construire sa propre compréhension du monde par l'expérimentation. Quelle façon enrichissante et drôle de comprendre des mécanismes complexes, que de réaliser une expérience avec des objets simples du quotidien ! Quelle source de plaisir pour celui qui apprend alors qu'il n'avait pas forcément de connaissances dans ce domaine et tout cela, en frottant ses idées avec celles des autres...

Observer, s'interroger, tâtonner, débattre : la démarche expérimentale est un antidote au dogmatisme !

Faire par soi-même reste la meilleure façon de comprendre, comme en témoignent les animations sur l'eau organisées ces jours-ci...

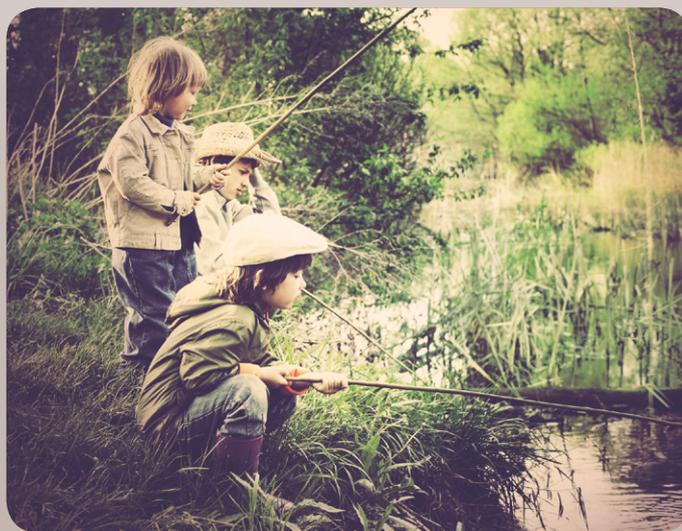
C'est gratuit et ouvert à tous.

Chaque jour un nouvel aspect de la thématique est abordé : grand cycle de l'eau et cycle de l'eau domestique, eau et énergie, les différents états de l'eau, l'eau et le corps humain...

Aujourd'hui, c'est un atelier sur la qualité de l'eau. Les jeunes, accompagnés par Caroline, Coline et Maëlle, animatrices aux Petits Débrouillards, quittent le centre social pour se rendre au port du Dellec, sur le technopôle de Plouzané.



© Chepko Danil Vitalevich



© Chepko Danil Vitalevich



© Raxpixel

Ils ont rendez-vous avec Marie, ingénieure d'étude du réseau écoflux pour effectuer des prélèvements et des analyses d'eau : filtration du plancton, dosage de l'oxygène dissous dans l'eau...

« Doser l'oxygène dissous dans la mer permet de s'assurer de la "bonne santé" de la mer », explique Marie. « Le manque d'oxygène, souvent dû à une trop grande concentration d'algues et de matières organiques a des conséquences sur la biodiversité ». La discussion s'engage sur la notion de potabilité...

Pendant toute la durée de l'échange les jeunes écoutent, observent, posent des questions. Les jeunes sont attentifs, curieux, ils découvrent...

Les analyses terminées, un petit groupe de reporters réalise une interview filmée de l'ingénieure.

Sur le chemin du retour, ils discutent de ce qu'ils viennent de faire, ils ont l'air content... l'un d'entre eux, en particulier, rentre avec une folle envie de devenir chimiste !

Le cinéma, support de débats citoyens dans les lycées : « La santé en images »

Lydie Jéglot, Mutualité Française Bretagne
Fabrice KAS, Délégué MGEN

La sortie au cinéma est aujourd'hui la pratique culturelle la plus populaire, plébiscitée par la plupart de nos concitoyens, y compris les plus modestes. Support à la fois ludique, grave, voire provocant, le cinéma a un retentissement important auprès des spectateurs par les émotions qu'il provoque. Plus elles auront été fortes, plus leur souvenir restera en mémoire. Ce sont ces émotions qui permettent une ouverture au monde. Le cinéma, à travers son siècle d'existence, aborde de multiples thèmes de société. Il permet de voir, de ressentir et de s'émouvoir aussi bien sur un univers proche de son quotidien, que sur un univers étranger par le contexte de vie des personnages (époque, lieu de vie... différents). Un film interpelle, émeut, apprend et témoigne d'une société en constante évolution. Il peut servir de support pour parler, échanger, écouter, réfléchir, faire évoluer sa pensée, voire ses actes.

« Parce que les histoires mises en scène suscitent réflexions et questionnements sur des séquences de vie, le cinéma est une source intarissable de retour sur soi-même et sur ses propres comportements » [Collectif La Santé en Images].

S'inspirant de ce propos, le collectif « La Santé en Images »¹ a établi une sélection de films sur la thématique des ressources et des parcours de vie. Les œuvres retenues retracent des histoires de vies, parfois de véritables « parcours du combattant » où les personnages voient leur santé, au sens global du terme, mise en péril. Face aux épreuves de la vie, ils mettent en jeu leurs forces et leurs aptitudes, souvent avec l'appui de ressources extérieures (famille, amis, environnement...).

Les films choisis, tels que « Little Miss Sunshine », « Billy Elliot », « Le discours d'un roi » ou « La chambre des officiers », présentent des itinéraires de vie et des univers dans lesquels le spectateur peut se faufiler, avec lesquels il peut s'identifier, et ainsi font ressortir des idées-forces :

- assumer sa différence / accepter la ou les différences des autres ;
- oser demander de l'aide et échanger sur ses émotions ;
- être en mesure de dépasser ses représentations collectives et ses idées reçues (qui peuvent être sources de souffrance) ;
 - se nourrir des attitudes des autres (regard, comportement, paroles), pour conforter la confiance et l'image de soi ;
 - identifier ses ressources propres et savoir les mobiliser afin d'agir sur sa propre santé, son environnement, et conduire sa vie ;
 - savoir qu'il est possible de surmonter certaines difficultés et souffrances et d'être en mesure de « repartir ».



© ktsdesign

La démarche du projet « La Santé en Images » permet aux spectateurs de développer une réflexion autour de ces idées-forces qui s'inscrivent résolument dans une approche globale et transversale de la santé - la santé de

personnes évoluant au sein d'une société. Concrètement, le "cheminement" pour chaque adulte engagé et chacun des jeunes bénéficiaires du projet s'appuie sur un dossier pédagogique complet, une séance de formation des enseignants, une projection au cinéma le plus proche et des séquences de discussion en classe. L'animation pédagogique autour du film est un moment propice à l'expression d'émotions, aux échanges et débats. Pour les enseignants



© Zurijeta



© Jorge Casais

encadrants, la démarche permet de renforcer leur rôle d'adultes qui écoutent et prennent en considération l'élève dans sa globalité, en signifiant : "votre santé m'intéresse".

Les évaluations du projet montrent que la plupart des élèves prennent conscience de l'importance de construire leur propre vision de la santé, physique et psychique, en restant cohérents avec eux-mêmes et avec les autres, notamment sur la dimension sociale et environnementale de la santé. Par ailleurs, parmi les idées-forces les plus repérées, apparaît en priorité la nécessité d'assumer ses différences et de respecter celles des autres. ■

¹ Piloté par la Mutualité Française Bretagne avec un collectif de partenaires (Mutuelles, IREPS, ANPAA, AHB, Animation Territoriale de Santé, Atelier Santé Ville, Conseil Départemental, Municipalités...), ce projet existe depuis plus de 15 ans en région et bénéficie du soutien financier de l'Agence Régionale de Santé Bretagne.

Technologies d'information et de communication, citoyenneté, parentalité et promotion de la santé

Yves Costiou

chargé de projets et d'ingénierie, IREPS Bretagne – antenne 29

Evacuons tout d'abord la question de savoir si les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) ont leur place dans le champ de la promotion de la santé, et admettons que les médias numériques sont devenus omniprésents dans notre quotidien, au point d'influencer tout à la fois notre façon de communiquer, de nous informer, de nous divertir... et d'appréhender notre santé.

Le développement très rapide des technologies d'information depuis les années 70 a bousculé nos habitudes au point que de nombreux chercheurs, experts, vulgarisateurs (Michel Serres, Serge Tisseron, pour ne citer qu'eux) posent l'apparition du couple ordinateur/internet comme la troisième révolution de l'humanité, la première étant le passage de l'oral à l'écrit, la seconde de l'écrit à l'imprimerie. Avouons qu'il y a de quoi agiter les plus technophiles d'entre nous autour d'un demain qui n'existe pas encore, comme les plus technophobes autour d'un hier qui n'existe déjà plus.

« Une fois l'internet pensé comme un espace public, il devient possible de s'intéresser aux comportements des usagers, à l'équilibre entre cette sphère publique et le domaine privé et intime, et enfin de positionner les parents comme des ressources pour accompagner leurs enfants vers plus d'autonomie dans ce nouvel espace de vie collective. »

Dès lors, il n'est pas très étonnant que nous soyons interpellés par des parents, des éducateurs, sur la manière de préparer les plus jeunes au bon usage des outils numériques.

À l'heure du cyber-harcèlement, de la cyber-criminalité, de la diffusion massive d'informations erronées, il n'est pas non plus étonnant qu'en tant que professionnels de prévention nous soyons fréquemment sollicités pour venir parler avec les enfants, les adolescents et/ou leurs parents des « dangers d'internet ».

Porteurs d'une approche positive de la santé et des personnes, nous ne pouvons que décliner l'invitation qui nous est faite de venir valider une vision selon laquelle les jeunes utilisateurs seraient « ignorants des dangers », « se livrant à des activités plus ou moins licites et/ou irrespectueuses sur internet ». De la même manière, nous ne pouvons que décliner l'idée selon laquelle notre rôle consisterait à éduquer des parents « ignorants de la réalité de leurs adolescents, et trop éloignés culturellement de ceux-ci » (la fameuse génération Y), pour pouvoir les accompagner dans leur utilisation des TIC.

En revanche, nous avons à entendre les inquiétudes et certaines difficultés exprimées par ces parents et éducateurs vis à vis de la technique comme légitimes et fondées.

La « barrière technique » constitue une difficulté fréquemment évoquée par les parents, comme en témoignent les séances d'échanges organisés par l'IREPS Bretagne.

Attentive à ce type de questionnements, l'IREPS propose néanmoins d'aller au-delà des aspects purement techniques. En partant de l'idée que « l'insertion sociale d'une NTIC, son intégration à la quotidienneté des usagers, dépendaient moins de ses qualités techniques intrinsèques... que des significations d'usages projetées et construites par les usagers »¹, elle invite les parents à explorer leurs représentations des usages : comment mon enfant se sert-il de différents médias numériques ?

En déplaçant la question des aspects techniques vers les signifiants, il devient possible de penser l'intervention dans une optique d'empowerment des personnes. De la compréhension technique d'un réseau social (du système de paramétrage par exemple), la discussion évoluera alors vers la manière de se représenter le réseau social comme un espace dans lequel des individus interagissent.

Une fois l'internet pensé comme un espace public, il devient possible de s'intéresser aux comportements des usagers, à l'équilibre entre cette sphère publique et le domaine privé et intime, et enfin de positionner les parents comme des ressources pour accompagner leurs enfants vers plus d'autonomie dans ce nouvel espace de vie collective.

C'est une façon d'imaginer collectivement les contours d'une citoyenneté numérique entendue comme un système de droits et devoirs qui permettent et contraignent l'individu afin de rendre possible le vivre-ensemble. ■

¹ L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages, Mallein P. et Toussaint Y. revue TIS p.315-335, 1994





© Zurijeta

La promotion de la santé à l'école, un levier de citoyenneté

*Lydie Gavard-Vétel, Valérie Lemonnier
chargées de projets et d'ingénierie, IREPS Bretagne*

La fonction première de l'école repose sur les valeurs de la république « liberté, égalité, fraternité ». L'école est un lieu propice à la socialisation et permet à l'enfant d'expérimenter la notion du vivre ensemble à partir de son plus jeune âge jusqu'à l'université.

Les textes officiels, comme le socle commun de connaissances et de compétences en milieu scolaire instaurent un cadre qui favorise le développement des compétences personnelles et relationnelles des élèves. La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République du 8 juillet 2013 prévoit une évolution et une redéfinition du socle commun désormais intitulé « socle commun de connaissances, de compétences et de culture ». On peut regretter alors que les domaines de compétences sociales et civiques, d'autonomie et

d'initiative (mentionnés dans l'article 9 de la loi du 23 avril 2005), n'y apparaissent plus de façon aussi explicite.

La promotion de la santé est une démarche qui permet à l'école de renforcer le développement de la citoyenneté en travaillant sur le rapport à soi, aux autres, à la règle.

Le projet « Apprendre à Mieux Vivre Ensemble » (AMVE) coordonné par l'IREPS sur plusieurs sites en Bretagne est une illustration de ce que l'éducation et la promotion de la santé peuvent apporter au milieu scolaire. Dans la continuité des programmes de l'enseignement moral et civique, il poursuit l'objectif de favoriser le développement de l'estime de soi et de la confiance en soi des élèves, des compétences dites

psychosociales indispensables à la construction de leur individualité et de leur personnalité.

Ce projet, visant un « mieux vivre ensemble », représente un enjeu commun au sein de chaque établissement impliqué et nécessite la participation active de l'ensemble de la communauté éducative. Aussi, le dispositif prévoit de fédérer les équipes par des temps de sensibilisation et d'échanges ouvrant sur de nouvelles pratiques et postures professionnelles : comment se donner des règles de vie communes au sein de l'équipe ? Comment faire autorité tout en développant l'estime de soi chez l'élève ? Comment améliorer la communication au sein de l'établissement ? ...

A l'issue de ce temps de sensibilisation, les enseignants sont invités à réaliser un diagnostic participatif auprès des enfants au moyen de débats et d'échanges sur la question du vivre ensemble. Cette démarche collective permet d'aboutir à un projet partagé et fondé sur des ressources et initiatives internes.

Prenons l'exemple d'un atelier théâtre exploité comme support pour travailler sur le développement des aptitudes relationnelles. Une démarche d'évaluation proposée par l'IREPS a permis aux élèves participant à cet atelier de prendre conscience des bénéfices que cette expérience pouvait leur apporter. Ils ont exprimé leur satisfaction d'avoir déclenché le rire du public par leur interprétation de la pièce, leur fierté d'avoir eu le courage de monter sur scène, d'avoir réussi à mémoriser leur texte, d'avoir coopéré avec les autres élèves, d'avoir découvert leur talent, leur humour, leur patience. Au-delà de la création d'un spectacle, cette activité a permis de soutenir l'acquisition de nombreuses compétences scolaires, personnelles et sociales. Tout au long des répétitions, certes les élèves ont appris un texte, le jeu d'acteur, la coordination avec les autres acteurs, mais ils ont également acquis des habiletés (lire, écouter, s'exprimer, comprendre un texte), développé leur savoir vivre (former leur opinion, reconnaître leurs sentiments et ceux des autres, adopter une attitude respectueuse vis à vis de leurs camarades). Ainsi, ils se sont découverts de nouvelles aptitudes qui renforcent leur confiance en eux-mêmes et améliorent leurs relations aux autres. Autant d'atouts pour favoriser leur intégration dans la classe, dans l'établissement et plus largement dans la société.

Sans se limiter aux initiatives existantes, et pour répondre à des attentes spécifiques, le programme AMVE prévoit également la mise en place d'activités « sur mesure ».

Ainsi, dans une classe de 6ème, où les moqueries ont été unanimement évoquées comme étant sources de conflits et de mal être pour certains élèves, un cycle de débats a été organisé pour poursuivre une réflexion collective sur ce thème. Ces débats ont permis aux élèves de prendre conscience de l'impact des moqueries, de mieux connaître les autres, de rechercher collectivement des solutions. Ils ont apprécié ces espaces d'expression où la parole de chacun a été entendue et considérée, y compris celle des victimes. Des élèves, mais également des enseignants, ont constaté une amélioration dans les relations et une meilleure cohésion au sein de cette classe.

Un travail sur les conditions du vivre ensemble en milieu scolaire nécessite, comme illustré précédemment, de s'intéresser en premier lieu au climat relationnel au sein de l'établissement. Il ne saurait toutefois atteindre ses objectifs, si au-delà de ces aspects, il s'abstenait d'accorder une attention à l'environnement physique des élèves. Aussi, dans la



© racorn



© SpeedKingz

cadre du programme AMVE, une école primaire a engagé une réflexion sur le cadre de vie. Les élèves ont été invités à exprimer leurs ressentis sur « les endroits où ils se sentent bien et les endroits où ils se sentent mal ». D'après cette enquête, certaines zones, comme les toilettes, des couloirs isolés, sont apparues comme des endroits générant un sentiment d'insécurité. Face à ce constat, plusieurs solutions ont été proposées : le renforcement de la surveillance dans les endroits reculés, un travail sur le respect de l'intimité entre enfants, un marquage au sol pour délimiter la zone d'attente, un apprentissage à la fermeture des portes pour les plus petits.

La réussite de ces actions tient à la participation active des différents acteurs – enseignants, personnels, santé scolaire, ... Mais au-delà de cet engagement des personnes, elle nécessite une forte implication de l'institution, garante, quant à elle, des conditions de mise en œuvre du dispositif et de la pérennité des valeurs qu'il porte. ■



© Monkey

« Si les solutions proposées ne peuvent satisfaire entièrement les attentes des familles, elles témoignent d'un réel souci du service pour tous. »

Une cantine scolaire pour tous ou l'art d'accueillir les différences

Entretien avec Rolande Marcou, diététicienne – nutritionniste à la Maison de la consommation et de l'environnement (MCE - www.mce-info.org)

Moment privilégié de rencontre, de partage et de convivialité, le temps du déjeuner contribue à l'épanouissement de l'enfant et à sa socialisation. Pour autant, le « bien vivre ensemble » à table, à l'école comme ailleurs, ne se décrète pas. Les facteurs sont multiples et ne sauraient pas se réduire aux seuls aspects matériels et environnementaux de l'accueil. Si le cadre ou la qualité des plats proposés ont une influence indéniable sur la convivialité de la pause méridienne, ces paramètres ne suffisent pas à eux seuls à créer un véritable espace-temps de partage et de sociabilité. Au préalable, les équipes et les responsables de la restauration scolaire doivent s'assurer que tous les élèves, quelle que soit leur singularité, puissent bénéficier de la restauration scolaire. Avant d'accueillir décemment, l'enjeu est en effet de les accueillir tous.

Cet effort passera par la prise en compte des inégalités sur le plan économique (calcul de tarifs de cantine selon un quotient familial), des disparités liées à l'état de santé des élèves (un plan d'accès individualisé - PAI - permettant d'accueillir les enfants atteints d'allergie ou d'intolérance alimentaires), mais aussi par l'accueil des différences sur le plan culturel (habitudes, convictions et croyances).

L'accès pour tous à la restauration scolaire tient en effet, en grande partie, à la prise en compte de la diversité des modèles alimentaires présents dans les familles. Si, pour des raisons de faisabilité, le postulat de respecter ces modèles de manière exhaustive semble difficile à atteindre, il a toutefois toute sa place dans une réflexion soucieuse du vivre ensemble. Il vise à ce que « *chaque enfant, quelles que soient les habitudes ou croyances de sa famille, se sente bien et trouve sa place dans cet espace de partage de repas au sein de l'école* », souligne Rolande Marcou.

Pour certaines familles, un régime alimentaire lié à des convictions religieuses peut constituer un frein important à l'accès au service de restauration scolaire.

Suivant le principe de laïcité, compris comme une posture de respect et d'accueil des différences, les communes de l'agglomération rennaise se montrent attentives aux sollicitations de ces familles, pour permettre à leurs enfants de bénéficier du service de la restauration scolaire, en respectant leurs habitudes alimentaires.

« Le plus intéressant c'est de trouver des solutions qui ne soient pas trop "lourdes", mais qui permettent de répondre aux attentes des familles. Pour donner l'exemple de l'accueil des enfants issus des familles musulmanes, la prise en compte du régime sans porc est relativement facile à gérer ; l'on a toujours du poisson, de la volaille, des œufs, des entrées sans charcuterie. Le choix est, certes, moins varié dans ce cas, mais c'est une solution permettant aux familles de mettre leur enfant au restaurant scolaire ». Des astuces complémentaires peuvent également être mises en place, pour guider les enfants concernés. Pour exemple, une commune à proximité de Rennes utilise un logo permettant d'identifier les plats contenant du porc.

« Le "sans porc", petit à petit, pourra être banalisé. Ça serait un bon signe. C'est l'objectif. (...) Quant à la viande halal, c'est plus compliqué. Cela implique d'avoir plusieurs chaînes d'approvisionnement, cela complexifie des cahiers des charges (l'utilisation d'ustensiles dédiés,...). Toutefois, il y a toujours des solutions. (...) A titre d'exemple, j'ai été sollicitée par une commission de restauration collective, pour élaborer une réponse aux parents qui se voyaient obligés de renoncer au service de cantine scolaire, pour raison d'absence de "viande hala" ... » Dans l'impossibilité de proposer des plats préparés à base de viande halal, la commission a pris le soin d'apporter des conseils à la famille, avec pour objectif de lui permettre de profiter à minima du service proposé. Ainsi, par un courrier, cette famille a été informée sur la disponibilité de menus sans viande. Cette offre n'étant pas garantie tous les jours, le courrier contenait une mention complémentaire : « Pour des raisons de couverture des besoins nutritionnels de votre enfant, nous vous invitons à lui proposer un plat de viande, trois à quatre soirs par semaine, en dehors des services de poissons aux déjeuners scolaires ».

Si les solutions proposées ne peuvent satisfaire entièrement les attentes des familles, elles témoignent d'un réel souci du service pour tous. Ce souci d'accueillir tous et chacun dans ses différences se traduira aussi par un intérêt porté à la richesse de pratiques alimentaires ; ces pratiques pouvant varier selon les terroirs, les goûts et les cultures culinaires des personnes.

« Loin de vouloir convaincre les enfants sur un modèle français (pourquoi serait-il meilleur qu'un autre ?), les professionnels de santé intervenant dans la restauration scolaire, encouragent les équipes à valoriser le savoir-faire culinaire de différents terroirs, de différents pays. L'idée est que chacun s'y retrouve et se sente accepté dans ses différences. »

Cette intention est aujourd'hui présente partout où se pose la question de l'offre alimentaire. *« Large au niveau de repères (cf. dernier PNNS), cette offre permet à chacun, suivant ses convictions, son histoire familiale, suivant les traditions culinaires de sa région, de puiser ce qui l'intéresse ».* Elle traduit une volonté d'accueillir les différences, dans une perspective d'un meilleur vivre-ensemble. ■

Magdalena Sourimant



© Anna Issakova



© Monkey



A l'école ou dans la cité, le postulat d'équité entre hommes et femmes s'accompagne d'une envie de respect

Entretien avec Julie Guegan, psychologue intervenante, Éducation au respect et prévention des violences, Liberté Couleurs

Mettre à l'honneur la mixité, valoriser l'équité entre hommes et femmes, combattre les préjugés... l'action de Liberté couleurs puise son sens dans des leitmotivs simples et puissants qui définissent sa ligne de conduite. Loin de se réduire à une simple intervention, les initiatives de cette association œuvrant en Bretagne sont à chaque fois une aventure humaine épanouissante, porteuse de changements et de dynamiques nouvelles. Deux actions menées en parallèle, « Le printemps de la jupe et du respect » (depuis 2006) et « Envie 2 respect » (depuis 2008), en témoignent avec force. Evolutives et complémentaires, elles marquent un cheminement collectif soucieux de l'égalité des genres et d'un meilleur vivre ensemble.

C'est d'abord l'histoire d'une action modeste, axée sur la prévention des risques sexuels, qui a su évoluer vers une démarche globale préoccupée par les relations humaines.

« En 2006, nous avons travaillé avec les jeunes d'un lycée sur un projet de promotion du préservatif. La question de départ est venue alimenter différents échanges qui ont fait ressortir la problématique des relations filles/garçons. On était dans un établissement majoritairement masculin où les filles exprimaient leur difficulté à être elles-mêmes, à affirmer leur féminité, à porter les tenues qu'elles souhaitaient. Au fil des échanges, les garçons ont encouragé les filles à venir un jour

habillées en jupe, en s'engageant, pour leur part, à faire preuve d'attention et de respect. De là, est née « La journée de la jupe et du respect ». Le principe était de sensibiliser les jeunes sur la thématique des relations filles-garçons, puis de voir quel engagement ils avaient envie de prendre pour lutter contre les inégalités, les violences et les discriminations sexistes. »

Au fil des années, cette manifestation diffusée progressivement au sein d'autres établissements, a intégré la lutte contre toute forme de discrimination, prônant l'« acceptation de l'autre avec ses différences ». Parmi les thèmes abordés, on trouve : les relations entre personnes, la séduction, le rapport au corps, le chantage affectif, la confiance...

En 2008, cet engagement en faveur de la mixité et du mieux vivre ensemble s'est vu conforté et renforcé par l'apparition d'un nouveau programme baptisé « Envie 2 respect ». Initialement centré sur la question de l'équité entre hommes et femmes, ce second programme a su, lui aussi, rapidement s'intéresser aux conditions du vivre ensemble et à la prévention des incivilités dans différents contextes de vie collective.

C'est aussi l'histoire d'un groupe de jeunes, cible d'une campagne de sensibilisation, devenus porteurs d'un message auprès de leurs pairs.

L'implication des jeunes, leur intérêt pour la thématique des relations filles-garçons, ont fait évoluer le projet vers une démarche participative à part entière. Au début intimidés et réticents à l'idée de sortir de leur classe, les élèves ont fini par se mobiliser et « oser en parler autour ».



© William Perugini



© Rido

En appui à des réalisations diverses (expos, théâtre, court-métrages, émissions de radio), inspirées de leurs vécus, leurs questionnements, de leurs craintes et envies, ils ont ouvert le débat à l'échelle de l'établissement. Ce temps d'échanges et de création collective a été pour les jeunes un véritable exercice de citoyenneté mettant à l'épreuve leurs capacités d'écoute, de partage, d'engagement.

C'est enfin l'histoire d'une dynamique collective qui a su passer d'une action menée au sein d'un lycée vers un évènement rassemblant différentes structures, pour finir par quitter les murs des établissements et s'inviter dans des quartiers.

La journée de la jupe et du respect, fortement relayée dans les médias locaux, a créé un engouement positif incitant de nombreuses structures d'accueil du jeune public à lancer leurs propres initiatives fondées sur le même principe. S'est imposé alors l'idée d'un évènement permettant de réunir les jeunes impliqués dans des initiatives menées un peu partout à Rennes et dans des communes voisines. C'est ainsi qu'en 2008 est né le *Printemps* de la jupe et du respect¹. L'évènement a rassemblé des jeunes et des professionnels tous azimuts (établissements scolaires, centres de formation d'apprentis, foyers de jeunes travailleurs, espaces jeunesse,... milieux urbain et rural confondus) avec pour ambition de fédérer les regards autour d'une quête commune : *faire évoluer les mentalités*.

En parallèle, le programme Envie 2 Respect, motivé par des préoccupations similaires, a quitté son lieu d'ancrage initial, les collèges, pour

passer à une dimension territoriale. « *L'objectif consistait à sortir des murs : aller au-delà des établissements scolaires vers des équipements de quartiers, des collectifs de jeunes et d'habitants, dans la rue... partout où les jeunes vivent. (...)* »

Aujourd'hui, nous intervenons sur cinq quartiers prioritaires de la ville de Rennes où on peut observer des dynamiques se former, associant les jeunes, les professionnels de la jeunesse, mais aussi les parents et d'autres acteurs de la cité. »

Un collectif présent sur Villejean, surnommé « GT Love », réunit ainsi des professionnels qui conjointement avec les habitants - jeunes et adultes - œuvrent pour mettre en place des temps d'échanges et de création sur les thématiques de l'amour, des relations filles-garçons et plus largement du mieux vivre-ensemble au sein du quartier.²

« On essaye de dynamiser, pour qu'au final la question du respect, souvent cantonnée à la problématique des jeunes, soit une affaire de tous. » ■

Magdalena Sourimant

¹ Une médiatisation du Printemps de la jupe et du respect a permis de semer différents projets un peu partout en France et au niveau européen. La coordination de ce volet national et international du programme a été confié en 2014 à l'Association de lutte contre le SIDA à Lyon.

² Parmi les manifestations organisées dans le cadre du programme Envie 2 Respect on peut citer « Journée Strass et paillettes » ou « Le Ballon aux filles », cette dernière ressemblant, en 2014, 150 filles autour d'un tournoi de football.

« Jte kiffe et j'ai eu 20 en maths : je gère ma life »

Anne Laurent-Beq

Collège des Tourtereaux – banlieue d'une grande ville

Aujourd'hui le collège des Tourtereaux est en ébullition. C'est le jour J ! Toutes les classes de 3^e sont réunies pour un grand forum : « Jte kiffe - je t'aime - jte love ».

Des mois de préparation, et après 22 réunions, 3 Cosa, 15 ateliers dans les classes, une nuit de négociation avec les associations de parents d'élèves et une pétition, enfin le projet voit le jour.

Ces quelques mois n'ont pas été de tout repos et Mme F. l'infirmière scolaire regarde avec satisfaction le réfectoire s'animer. Les intervenants sont là, les élèves aussi et les profs de 3e sont presque tous au rendez-vous. Ce forum est un aboutissement : ENFIN on y est !

J-7 mois

Réunion du conseil d'administration du collège. Mme F. pense faire une proposition anodine. Pour une fois, elle a la parole pour présenter son projet. Cette année, elle a décidé de travailler sur la vie affective et sexuelle. Mais attention : pas la séance Manège enchanté¹, SAF² et contraception d'urgence ! Le GRAND jeu : les relations garçons - filles (garçons - garçons, filles - filles...), les relations amoureuses et les sentiments, le jeu avec les limites, l'identité sexuelle, ...

Forte de son expérience et du soutien des élèves avec qui elle a commencé à élaborer le projet, elle se lance :

« L'année dernière, lors des séquences d'éducation à la sexualité, les élèves ont souhaité aller plus loin. Et travailler sur les relations amoureuses, sur leurs émotions, sur l'image des garçons et des filles aujourd'hui, sur l'égalité, la mixité... »

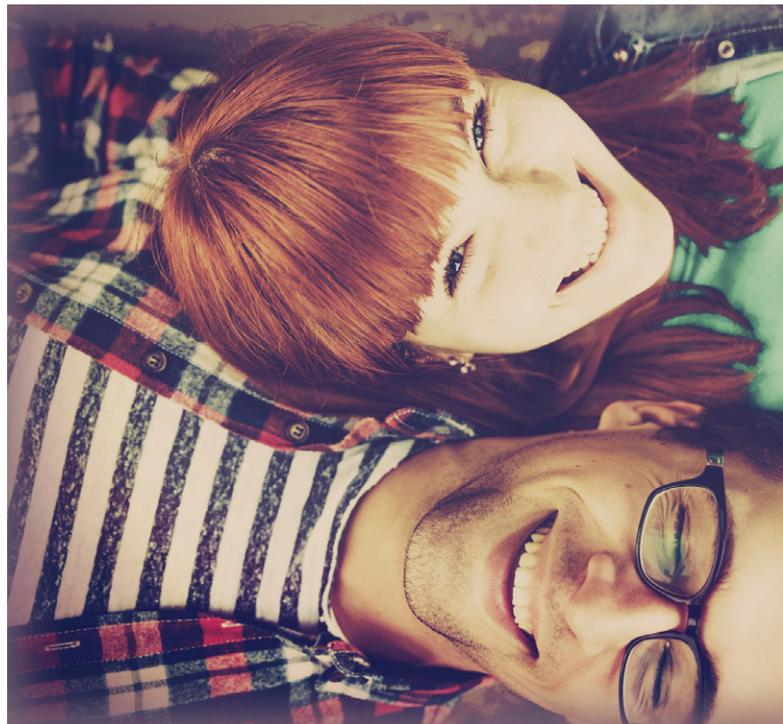
Elle ne peut aller au bout de sa phrase : BOUM ! Un poing viril vient de s'abattre sur la table.

« Hey mais ma p'tite dame, c'est sympa tout ça mais vous croyez vraiment que c'est le moment ? Vous voulez vraiment vous mettre tout le monde à dos ? Déjà, avec la théorie du genre, on essaye de nous faire croire qu'on est tous des escargots ! »

« Non mais si c'est ça l'éducation laïque et républicaine, je m'en vais ! L'Ecole est un lieu de savoir, d'apprentissage, où les adultes doivent se faire respecter ! Comment voulez-vous qu'on puisse enseigner dans de bonnes conditions si vous passez votre temps à leur dire que la vraie vie, c'est de se regarder dans les yeux toute la journée, de papillonner... Tant que vous y êtes, dites-leur qu'y a que ça de vrai, l'amooooour, non mais et quoi encore ! Nous, notre objectif, c'est le Brevet, pas la bluette ! »

La porte de la salle claque, PAF !

Vu l'ambiance, le Principal décide de temporiser : « Compte tenu des... divergences, Mme F., je vais vous demander de reprendre le projet, vous allez me rédiger un écrit, et on le fera circuler. »



J-7 mois moins une heure

Mail du Principal à l'infirmière : « Pour que votre projet se fasse, il va falloir faire attention, je vous propose donc de rédiger un écrit - le plus consensuel possible, pour ne heurter personne. Pour cela, voici un petit lexique des termes et expressions à éviter :

“Homosexualité”
 “Identité de genre”
 “Plaisir”
 “Sentiments”
 “Egalité homme femme”
 “Pénétration”

Comprenez-vous, chacun de ces termes peut être interprété d'une façon préjudiciable à la compréhension du sens de votre projet. Il y a les opposants au mariage pour tous, les personnes issues de la diversité, les professeurs de SVT désorientés par les nouveaux programmes, les parents d'élèves inquiets de la dérive libertaire de l'enseignement... d'innombrables sources de problèmes, et moi les problèmes, j'en ai déjà bien assez ! Mais bien sûr, je vous laisse toute liberté de construire votre projet comme vous le souhaitez et vous soutiens totalement dans votre démarche. »

J-5 mois moins une semaine

Lettre ouverte à Monsieur le Principal, Objet : pétition

« Nous soussignés, sous-groupe de parents d'élèves du collège des Tourtereaux, avons pris connaissance de la possibilité qu'un projet sur l'amour se déroule au sein de l'établissement que nous avons choisi.

Nous demandons l'abandon immédiat de ce projet sous peine de grève ! Nos enfants ne fréquenteront pas le collège durant les 15 derniers jours de juin, période prévue pour votre scandaleuse manifestation contraire aux bonnes mœurs et à nos principes éducatifs »



© oneinchpunch

J-5 mois moins 15 jours

Mail de l'infirmière au Principal : « Monsieur le Principal, vous trouverez ci-joint et selon votre recommandation, un résumé de mon projet.

Depuis plusieurs années, au sein du collège, le service de santé scolaire et des associations organisent des séquences d'éducation à la sexualité. Les élèves ont souhaité aller plus loin et étoffer le projet. Suite aux réactions de certains parents, il me semble indispensable de proposer un contenu plus large mais qui convienne à toutes les parties prenantes.

Ce projet sera construit autour de plusieurs questions d'apprenants :

- Avoir un enfant, c'est une bonne idée ?
- Est-il possible d'être amoureux en 3^e tout en résolvant des équations du 5^e degré ?
- Les filles sont-elles forcément des chochottes et les garçons des bonhommes ?
- Etre sentimental, c'est normal ?

Veillez noter que j'ai respecté votre règle, et qu'aucun concept n'a été maltraité.

Bien à vous. »

J-1, 10h

La classe de 3^e est en effervescence, les élèves se préparent à animer les ateliers. Finalement il y en aura 7 :

- « Meuf ou keum, c'est pareil ou pas ? »
- « Les bisous dans le noir, c'est trop dar »
- « Jte kiffe et j'ai eu 20 en maths : je gère ma life »
- « Ta daronne à la vaisselle, ton daron devant la télé, c'est ça que tu veux pour toi ? »
- « La journée de la jupe, swag ou seum ? »
- « La capote, j'suis déter »
- « L'amour, un truc de ouf »

J-1, 14h

« Monsieur le Principal,

En ma qualité de professeur de français, je m'élève avec force contre les titres des différents ateliers proposés dans le cadre du prochain forum.

Est-ce trop demander que de proposer des formulations plus en adéquation avec ce que nous essayons d'enseigner, c'est-à-dire un usage de la langue française respectueux de l'orthographe et de la syntaxe ?

Par conséquent, je vous propose de substituer à ces expressions de rappeurs, les termes consacrés suivants :

- “Identité de genre”
- “Sentiments”
- “Egalité homme femme”
- “Homosexualité”

Et même, pourquoi pas, “Etre amoureux et bon élève n'est pas incompatible”.

Pourquoi ne pas encourager la richesse du vocabulaire plutôt que des formulations familières, indignes de la langue de Victor Hugo ? Il me semble qu'un des principes de l'école laïque et républicaine est bien d'ouvrir les élèves au monde, de les enrichir tant du point de vue lexical que du point de vue social.

Cordialement. »

¹ Outil de prévention du CRIPS Ile de France

² Syndrome d'alcoolisation fœtale



© William Perrugini

Mieux-vivre ensemble : les journées handi-citoyenne à Argentré-du-Plessis

Vanessa Dupont adjointe en charge des affaires sociales et de la santé, Argentré-du-Plessis



L'autorité communale, en partenariat avec différents acteurs et publics du même territoire, a un rôle clé face aux défis du vivre ensemble. La commune d'Argentré-du-Plessis relève ces défis en impulsant une dynamique participative sur son territoire.

Elle se doit de rassembler ses habitants autour de projets solidaires et fédérateurs. La commune dispose de petits moyens financiers mais d'une richesse humaine extraordinaire. Le bénévolat est le poumon de la cité. A travers les initiatives fondées sur l'implication des habitants, les liens sociaux se tissent dès le plus jeune âge mettant à l'honneur les valeurs de solidarité, de citoyenneté et de laïcité.

Afin de permettre à chacun de trouver sa place au sein du territoire et dans une perspective du vivre ensemble, la municipalité s'engage à rester à l'écoute des habitants, en activant plusieurs leviers :

- humains, avec un fort dynamisme des élus, des habitants, des partenaires,
- financiers, octroyés par la commune pour la réalisation de projets à vocation sociale,
- institutionnels, à travers l'intervention du CCAS et des agents municipaux,
- associatifs, qui regroupent une multitude de bénévoles.

L'équipe municipale fonde sa politique sociale sur des valeurs qui lui sont chères : tolérance, respect, solidarité, citoyenneté. L'attachement à ces valeurs trouve son application concrète dans sa lutte contre les discriminations envers des populations démunies.

Ainsi, en ayant à cœur l'intégration des personnes en situation de handicap, la commission action sociale et santé, avec une implication active d'une conseillère municipale malentendante, a mis en place en mars dernier le projet « Agissons ensemble pour combattre les préjugés ». Cette manifestation avait pour objectif de changer le regard de la société sur le handicap. Dans un souci de mieux-être collectif et individuel, plusieurs activités ont été proposées à la population : ciné débat, soirée spectacle et ateliers pour se mettre à la place d'une personne en situation de handicap. Ces manifestations ont remporté un franc succès puisque environ 300 personnes ont été accueillies en trois jours.

A travers ces trois journées, la commune a réussi à rassembler une population de tout âge, de nationalités et milieux sociaux différents autour d'un postulat fort : le handicap n'est pas un frein ; encore faut-il que l'environnement soit propice pour l'accueillir au quotidien.

Par cette initiative, la commission action sociale et santé tenait à démontrer que vivre ensemble, c'est avant toute chose s'accepter et communiquer malgré ses différences, sans jugement ni mépris. ■

Le climat scolaire ou les conditions du vivre ensemble

Brigitte Moltrecht, médecin de l'Education Nationale, conseiller technique départemental, Direction académique d'Indre-et-Loire

Comment vivre ensemble et apprendre ensemble, que faire pour encourager un lien social ouvert à l'autre, quel rôle pour l'école ? Comment éviter que l'individualisation de la société n'entraîne un repli sur soi, le rejet et la haine de l'autre ? En quoi le lien social peut-il être questionné à l'école ?

Nous aborderons ces questions sous l'angle de la promotion de la santé, du climat scolaire et d'une mise en actes des valeurs affichées.

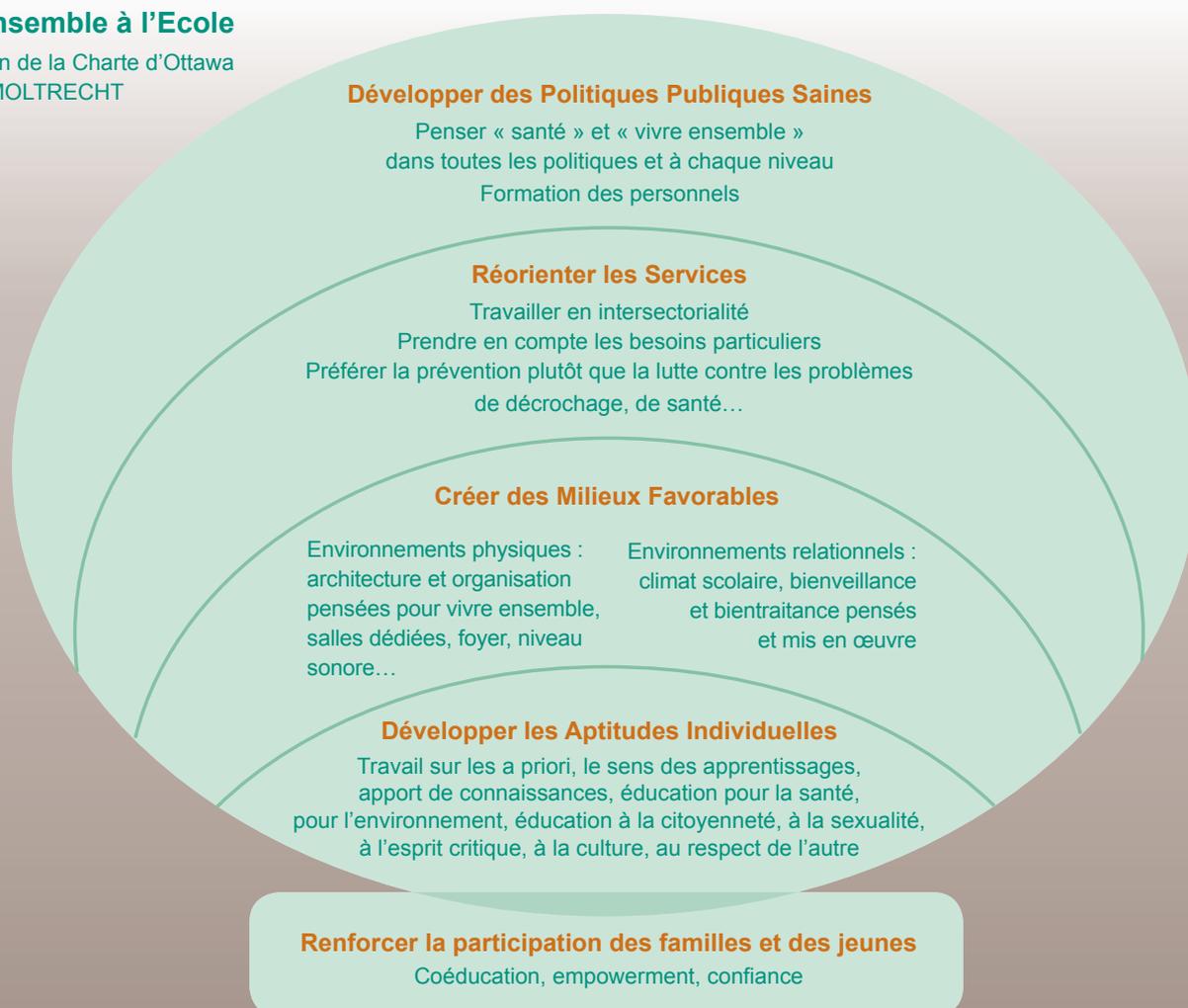
Pourquoi la promotion de la santé pour aider à vivre ensemble ?

Chacun des axes de la charte d'Ottawa, qui définit la promotion de la santé depuis 1986, peut se décliner à l'école pour améliorer le bien-être physique, mental et social des individus, des groupes et des collectivités. Il s'agit de penser et de permettre collectivement la santé et l'éducation de tous. Le milieu de vie le plus important, le premier dans la vie de l'enfant est bien sûr sa famille au sens large, qui va lui

donner une identité, une culture, des modes de fonctionnement. Vient ensuite l'école avec tous ses adultes, référents pour l'enfant. C'est dès la maternelle que le lien école/famille se construit. Il est la base de leur collaboration ultérieure pour l'éducation de l'enfant. Au cours de ma carrière de médecin à l'éducation nationale, je n'ai jamais rencontré une seule famille qui ne souhaitait pas la bonne santé ni la réussite scolaire de son enfant. Je n'ai jamais rencontré non plus un seul professionnel qui soit venu travailler le matin en se disant qu'il allait mettre ses élèves en échec. Et pourtant que d'a priori de part et d'autre, la confiance peine souvent à se forger. Ensuite, à l'adolescence, les pairs deviennent une autre référence pour les jeunes. Il s'agira alors de concilier tous ces modèles, de les rendre compatibles et complémentaires. L'école a un rôle important, à condition qu'elle construise l'éducation des jeunes en harmonie avec les familles. Je souhaite à l'aide de ce schéma, montrer la nécessité d'une action concertée et globale, qui ne soit pas uniquement centrée sur l'individu. ➔

Vivre ensemble à l'Ecole

Déclinaison de la Charte d'Ottawa
Selon B. MOLTRECHT



➤ La co-éducation d'abord ?

Le concept d'empowerment part du principe que les gens peuvent savoir ce qui est bon pour eux. La co-éducation se construit avec un regard positif sur le jeune, aussi bien de la part des professionnels que des parents. Elle requiert aussi un accueil bienveillant des familles dès la maternelle, de développer la confiance plutôt que la défiance. L'estime de soi ne se décrète pas. Développer une attitude influant positivement sur l'estime de soi des élèves, c'est faire en sorte que le jeune se sente en sécurité, qu'il ait une identité sous le regard de l'autre (famille, adultes de l'école, pairs) sans conflit de loyauté, qu'il se sente appartenir au groupe, qu'il puisse alors développer un sentiment de compétence puis de détermination pour réussir ses apprentissages. Ce n'est ni la famille seule ni l'école seule qui peuvent lui offrir cette estime de lui.

L'implication des élèves et de leurs familles se construit dès le début d'un projet éducatif : pas à la fin, en les invitant à une conférence qui pourrait ressembler à une « ordonnance pour être de bons parents », mais en réelle collaboration en amont, en fonction des besoins et du contexte. La co-éducation, c'est aussi une participation réellement active des délégués élèves et parents aux instances (CESC¹, CA²...) qui les sortirait d'un rôle d'observateurs à la participation anecdotique. Il existe différents niveaux de participation : recevoir des informations, être consulté, donner des conseils, planifier conjointement, avoir une autorité déléguée, maîtriser la situation. Alors, pourquoi ne pas ouvrir vraiment l'école aux parents pour réussir l'éducation des jeunes, dans le respect de l'importance de chacun ? Y valoriser la participation active, la rencontre, l'échange, le lien social, le sentiment d'appartenir au même monde, d'agir ensemble pour les jeunes, pour le groupe ? Il s'agit là sans doute de la première condition pour réussir à vivre ensemble.

Le climat scolaire : rendre compte de la singularité des expériences à partir de processus collectifs

Vivre ensemble, c'est valoriser la variété des individus et la spécificité de chacun pour l'ouvrir à l'autre. Le climat scolaire, selon Michel Janosz³, se décline en 5 composantes et concerne toute la communauté scolaire : le climat de sécurité, qui est un préalable nécessaire mais pas suffisant, souvent et malheureusement le seul qui soit pris en compte ; le climat relationnel ou social, entre adultes, entre adultes et jeunes, entre jeunes ; le climat éducatif ou la valeur accordée à l'éducation et l'engagement de l'école dans la réussite de ses élèves ; le climat de justice avec l'existence de règles justes, légitimes, équitables et appliquées de façon cohérente par les professionnels ; le climat d'appartenance ou l'importance accordée à l'institution comme lieu de vie, l'adhésion à ses normes et à ses valeurs, qui est la résultante des autres. Le climat scolaire, c'est aussi une approche systémique en 7 facteurs déterminants selon le ministère de l'éducation nationale⁴ : stratégie d'équipe, pratiques partenariales, coopération, qualité de vie à l'école, justice scolaire, coéducation, prévention des violences. Ces leviers d'action sont tous à prendre en considération car dépendants les uns des autres. Georges Fotinos nous a par ailleurs alertés depuis longtemps sur le rôle majeur du chef d'établissement dans l'instauration d'un bon climat scolaire.

Jusqu'à présent l'école a surtout cherché à développer les aptitudes individuelles des élèves en les rendant, eux ou leur famille, responsables en cas d'échec. L'enfant et l'adolescent ne se construisent pas seulement avec des connaissances ou des injonctions éducatives. Ils regardent beaucoup ce que les adultes sont et font. Pourquoi leur demanderait-on d'être meilleurs que les adultes, plus respectueux, plus justes, plus calmes, plus sereins, plus dynamiques, plus responsables ? Il est important de prendre en compte l'individu-élève et ses caractéristiques propres, ses difficultés

comme ses capacités, ses stratégies et ses modalités d'apprentissage, ses expériences singulières. Mais il faut d'abord lui permettre de se sentir en sécurité physique et psychique, en lui offrant un cadre, un climat serein, en lui donnant une place, en permettant un équilibre entre l'individuel et le collectif, en lui montrant un modèle auquel il aura envie de s'identifier.

L'école, modèle des valeurs qu'elle porte ?

Les jeunes font face à des messages paradoxaux : comment demander aux filles et aux garçons de choisir une orientation et des métiers non stéréotypés quand ils/elles ne voient presque que des femmes dans le milieu scolaire ? Comment dire aux jeunes issus de l'immigration que la réussite est possible pour tous quand ils subissent des discriminations pour trouver un stage et ne connaissent pas l'existence des Défenseurs des droits ? Comment demander aux jeunes de prendre soin d'eux et des autres quand ils sentent des dissensions au sein de l'équipe pédagogique, de la souffrance au travail chez leurs enseignants, quand ils voient certains adultes malmenés ou laisser malmenés des jeunes ?

La voie humaniste n'est pas celle de la facilité. Elle est bien plus satisfaisante à long terme et sûrement plus noble, mais la loi naturaliste, ou loi du plus fort, reste une tendance spontanée. Si les adultes pratiquent entre eux cette loi du plus fort, alors les jeunes seront tentés d'en faire autant. Si tous les dés paraissent jetés d'avance, que l'espoir de progrès pour chacun n'est pas palpable, alors la révolte grondera, sous quelque forme que ce soit.

Premiers effets d'un travail sur le climat scolaire

En Indre-et-Loire, un tiers des collèges a bénéficié d'un diagnostic de climat scolaire il y a quelques années. Les collèges qui se sont saisis de ce diagnostic, démarche sur un an avec implication des adultes et des élèves, et dont l'équipe de direction est restée stable, ont mis en place des actions de suite. Les résultats sur le comportement des élèves sont très favorables : apaisement, diminution des incivilités et des conseils de discipline, des conduites à risque. On constate également la mobilisation durable des adultes en équipe avec l'apparition d'une confiance mutuelle. Par ailleurs, une étude québécoise⁵ a montré qu'un climat favorable est associé à une moindre prévalence des symptômes dépressifs chez les adolescents surtout chez les filles, 3 à 4 ans plus tard, même après ajustement pour les différents facteurs de confusion potentiels, individuels ou collectifs.

Un bon climat scolaire a des effets sur la santé mais aussi sur le sentiment d'appartenance à une même communauté, même si on est issu de cultures et de milieux sociaux différents. Ceci permet aux jeunes, aux professionnels et aux familles de se sentir à leur place, reconnus et fiers de leur établissement scolaire.

Un lien social ouvert et un climat bénéfique ne se déclament pas, ils s'agissent

L'école est souvent la seule occasion de sortir de son groupe social d'origine, de se confronter à d'autres valeurs, de découvrir et de rencontrer l'autre. Comprendre et penser la relation éducative, mais surtout la mettre en actes quotidiennement dans les écoles et dans les établissements scolaires, collectivement et en lien avec les familles, permettrait aux jeunes d'apprendre, par l'exemple, comment vivre ensemble. ■

¹ Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté

² Conseil d'administration

³ http://gres-umontreal.ca/download/Rapport_validation_QES-secondaire.pdf

⁴ <http://www.reseau-canope.fr/climatscolaire/comprendre.html>

⁵ Brière FN, Pascal S, Dupéré V, Janosz M. School Environment and Adolescent Depressive Symptoms: A Multilevel Longitudinal Study. *Pediatrics*. 2013;131:e702-e708

Le salut / la santé / les tables de la Loi

Philippe Lecorps

psychologue, ancien professeur à l'EHESP

Je prends la liberté amusée d'introduire la question de la promotion de la santé par ce récit du Talmud rapporté par Delphine Horvilleur, femme rabbin, lors des funérailles de son amie Elsa Cayat¹ le 15 janvier 2015².

« Le Talmud raconte un célèbre débat entre des grands sages à la maison d'étude. Ils débattent comme ils savent si bien le faire. Le ton monte et chacun défend avec passion et virulence son point de vue. [...].

Rabbi Eliezer dit alors : "J'ai raison, j'ai forcément raison. Pour le prouver, dit-il, que cet arbre soit immédiatement arraché !" Dans la seconde, l'arbre est déraciné et planté 100 mètres plus loin. Réaction des autres rabbins : ils haussent les épaules : "Et alors ? Cela ne prouve rien !"

Alors, Rabbi Eliezer poursuit sa démonstration : "Si j'ai raison, que les murs de la maison d'étude s'effondrent sur nous". Immédiatement, les parois de la Yeshiva commencent à s'affaisser. Les autres sages se tournent vers les murs et leur disent : "De quoi je me mêle ? Ceci est un débat entre les sages, ne bougez pas et restez en place !" Les murs s'immobilisent. À bout d'arguments, Rabbi Eliezer en appelle à Dieu lui-même et dit : "Si j'ai raison, qu'une voix céleste le confirme". Immédiatement, une voix céleste annonce : "Rabbi Eliezer a raison". Silence à la maison d'étude. Alors, se lève un homme, Rabbi Yeshoua et il dit à Dieu : "Cette discussion ne te regarde pas ! Tu nous as confié **une loi**, une **responsabilité**, maintenant elle est entre nos mains. Tiens-toi loin de nos débats. »

Voilà comment les rabbins du Talmud parlent à Dieu, avec une certaine insolence, en lui disant : « N'interviens pas dans les débats des hommes, car la responsabilité que tu nous as confiée est entre nos mains. »

C'est ainsi que ce dieu de la bible rappelle que la *salut* est entre les mains des hommes, dans l'exercice de leur liberté. Les tables de la Loi décrivent le cadre général, c'est aux hommes maintenant de faire des choix et de réaliser leurs vies.

Prenons ce récit comme métaphore du drame des hommes face à la construction de la santé. Les discours sont multiples et chacun y va de ses croyances et de ses dogmes et de sa volonté de bien faire. Qui dit vrai ? Dans le domaine de la promotion de la santé, nous disposons de textes fondateurs, sortes de **tables de la loi** auxquels nous nous référons et par rapport auxquelles notre responsabilité est engagée. Prenons l'exemple de la charte d'Ottawa (1986). Trente ans déjà ! Relisons-en la conclusion :

« Les participants de la conférence sont fermement convaincus que, si les gens de tous les milieux, les organismes non gouvernementaux, les associations bénévoles, les gouvernements, l'Organisation mondiale de la santé et toutes les autres instances concernées s'unissent pour lancer des stratégies de promotion de la santé conformes aux valeurs morales et sociales inhérentes à cette charte, la santé pour tous, d'ici l'an 2000, deviendra une réalité ». Hélas, l'union internationale autour des stratégies de promotion de la santé ne s'est pas réalisée. Nous n'avons pas pu mettre en œuvre les choix qui s'imposaient. Dix ans plus

tard, la directive de Jakarta sur la promotion de la santé au XXI^e siècle³ précisait l'environnement nécessaire à la santé :

« Les conditions préalables à l'instauration de la santé sont la paix, un logement, l'éducation, la sécurité sociale, les relations sociales, l'alimentation, un revenu, la responsabilisation des femmes, un écosystème stable, une utilisation durable des ressources, la justice sociale, le respect des droits de l'homme, et l'équité. Par dessus tout, la pauvreté reste la plus grave menace pour la santé. Les tendances démographiques, telles que l'urbanisation, l'augmentation du nombre des personnes âgées et de la prévalence des maladies chroniques, la sédentarité, la résistance aux antibiotiques et autres médicaments courants, l'augmentation de la toxicomanie, les troubles civils ou la violence domestique menacent la santé et le bien-être de centaines de millions de personnes ».

Y a-t-il inventaire plus pertinent du champ des conditions de possibilité de la santé ? Observons avec Didier Fassin⁴ que « les Chartes témoignent à bon compte de la bienveillance des responsables sanitaires ». Ils s'épuisent à dire le vrai et le juste des déterminants de la santé, mais restent peu efficaces sur le terrain politique de l'action visant par exemple à réduire les inégalités d'espérance de vie et de qualité de vie.

C'est peut-être rassurant pour les autorités sanitaires de définir, à partir d'études épidémiologiques indiscutables, ce qui incombe à chacun pour développer sa santé, en termes d'alimentation (cinq fruits et légumes par jour), de modération dans la boisson, de vie sexuelle protégée, d'activité physique (30 minutes par jour et promesse en retour d'un allongement de l'espérance de vie). C'est une autre affaire de s'atteler avec les populations concernées à lutter contre la pauvreté, améliorer les conditions d'éducation de leurs enfants, transformer les relations sociales perturbées par les conflits intra familiaux, les violences à l'école, les incivilités dans les quartiers. La santé n'est-elle pas l'un des produits de ces transformations sociales nécessaires ?

Nos tables de la loi, nous en faisons quoi ?

¹ Elsa Cayat psychanalyste et collaboratrice de Charlie Hebdo, a été massacrée le 7 janvier au cours du comit de rédaction.

² <http://tenoua.org/hommage-elsa-cayat/>

³ 4e Conférence internationale sur la Promotion de la santé, Jakarta 21-25 juillet 1997

⁴ Didier Fassin, « Comment faire de la santé publique avec des mots, une rhétorique à l'œuvre » Ruptures, revue transdisciplinaire en santé, vol.7, n°1, 2000, pp 58-78

Vivre ensemble dans un monde incertain / PAUGAM Serge, Éditions de l'Aube, 2014, 96 p.

« Si l'on s'intéresse tant au lien social, c'est en grande partie parce qu'on le considère en crise. C'est la conscience de son délitement qui nous conduit à nous en préoccuper et à chercher des remèdes. Serge Paugam part du constat que les différents types de liens qui rattachent les individus aux groupes et à la société sont aujourd'hui potentiellement fragiles, et à l'origine de profondes inégalités. Il est urgent selon lui de revenir aux fondements de ces liens : la protection et la reconnaissance. Les politiques publiques peuvent renforcer les liens sociaux en apaisant les angoisses de l'insécurité dans toutes les sphères de la vie sociale et en s'efforçant de valoriser réciproquement tous les individus dans leur quête de reconnaissance [...] » (RA)

Disponible sur : <http://prospective.participons.net/wp-content/uploads/sites/6/2015/04/Serge-Paugam-Vivre-ensemble-dans-un-monde-incertain.pdf> Consulté le 22/06/2015

L'éducation interculturelle / ABDALLAH-PRETCEILLE Martine. PUF, 2011. 127 p.

Déjà au cœur des enjeux politiques et sociaux, l'école est désormais également au centre des enjeux culturels. Si la diversité culturelle s'impose dans les faits, l'éducation interculturelle se propose d'en maîtriser les effets et de la valoriser. La première partie porte sur les notions de culture, de multiculturalisme et d'interculturalisme. Dans la seconde, qui a pour sujet l'éducation interculturelle, l'auteure s'intéresse à la scolarisation des migrants, à la lutte contre l'exclusion mais aussi au français langue étrangère, aux échanges scolaires et éducatifs, à l'éducation civique et aux valeurs de l'éducation interculturelle.

Mieux vivre ensemble dès l'école maternelle / FORTIN Jacques. Hachette, 10/2001. 144 p.

L'école est un lieu d'expérimentation de stratégies d'adaptation à d'autres enfants, à des adultes, à des locaux, à des modes de penser et d'agir plus ou moins différents de ceux de la famille... Un lieu de vie collective avec le plaisir de découvrir, d'apprendre, de partager, de faire ensemble ; un lieu qui présente aussi des contraintes, des frustrations, des conflits... Le programme Mieux vivre ensemble s'adresse à tous les enseignants d'écoles maternelles et élémentaires qui souhaitent développer chez leurs élèves les compétences nécessaires pour s'intégrer et s'affirmer dans un groupe, gérer ses émotions, maîtriser son agressivité, aider et partager. Il ne s'ajoute pas aux enseignements habituels mais s'appuie sur l'expression orale, écrite et artistique pour aborder de manière concrète et interactive les différentes notions.

Climat scolaire (site internet)

Cette plateforme collaborative, proposée par le collectif Canopé, vise à faire émerger un réseau de référents et de ressources autour du climat scolaire. Sur cette interface, chaque professionnel de l'éducation peut intervenir pour apporter des idées en matière de « pratiques partenariales », « qualité de vie à l'école », « justice scolaire », « coéducation », « stratégie d'équipe », « prévention des violences », ou encore « coopération ».

<http://www.reseau-canope.fr/climatscolaire/accueil.html>

Démocratie et courage (site internet)

Ce programme d'éducation à la citoyenneté et de lutte contre les discriminations, initié par la Fédération Léo Lagrange, forme de jeunes volontaires pour intervenir en binôme et inviter les participants à percevoir les mécanismes des stéréotypes, des normes et des discriminations. La sensibilisation des jeunes par les jeunes se fait sur un thème particulier, choisi avec l'équipe pédagogique en fonction de l'âge des élèves et parfois du contexte.

<http://www.democratie-courage.org>

Laïcité pour tous. Questions de vivre ensemble ? / DESCLOS P. Valorémis, s.d. 45 cartes Questions (soit 90 questions) - 8 cartes Vote - 1 règle du jeu

Conçu comme un outil de médiation éducatif, ce jeu est destiné à questionner les jeunes à partir de 13 ans sur la relation entretenue avec le principe de laïcité. L'outil est construit autour de 45 cartes (90 questions) qui visent à favoriser l'émergence des représentations portant sur le respect, la singularité, l'autonomie, l'identité, les territoires privés ou publics. Pour les professionnels en situation éducative en milieu scolaire ou périscolaire, cet outil permet d'aborder de manière vivante et ludique la question de la laïcité : « Pourquoi la devise de la République Française « Liberté, Égalité, Fraternité » est-elle synonyme de laïcité, selon toi ? », « Imposer une religion. Est-ce juste ? Pas juste ? Explique. », « Partager son repas avec les autres, est-ce important pour toi ? ». Issu de la collection « Questionnons Autrement », ce support est au service de débats éducatifs et citoyens dans le cadre d'ateliers en petits groupes.

« Petites villes de France » : la laïcité et le vivre ensemble débattus à Paimpol

Paimpol (Côtes-d'Armor) a accueilli les 18 et 19 juin derniers les 18e Assises des Petites villes de France*. Plus de 300 élus venus de tout l'Hexagone et d'Outre-Mer ont participé à cette rencontre en présence de trois ministres : Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur, Najat Vallaud-Belkacem, Ministre de l'Éducation Nationale, et Marylise Lebranchu, Ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Au centre des préoccupations des élus : la laïcité et le vivre ensemble. Depuis les attentats de janvier dernier, cette question a été relancée avec une acuité particulière. Diversité des menus scolaires, port de signes religieux, apprentissage de la citoyenneté, crèches de Noël... Autant de sujets concrets sur lesquels ces élus ont été invités à s'exprimer.

* Petites villes : celles qui comptent entre 2.500 et 25.000 habitants